



Monsieur Rimbaud
44 Rue Nicolet
Paris



Invitation pour le 23 octobre 1871
(à 6 h 1/2)
à l'hôtel Camoëns, rue Cassette, VI^e arr.

Prière à M. Arthur Rimbaud
de vouloir bien n'y pas manquer.

Le Secrétaire,
Leon Valade

Cher Arthur,

Ta première participation à nos Diners des Vilains Bonshommes le mois dernier aux Mille Colonnes a littéralement marqué nos esprits. Ce Dîner était mémorable, de l'entrée jusqu'au fromage ! Tous les convives, moi le premier, avons été subjugués par ta lecture de ton dernier poème : Le Bateau ivre. Nous sommes admiratifs devant ton talent et ton génie ! La plupart d'entre nous n'avait jamais entendu ton nom avant ce Dîner, et maintenant on ne parle plus que de toi dans les cercles littéraires, même chez les Futiques !

Nous souhaiterions tous te revoir, et c'est pour cela que nous te convions à notre prochain Dîner qui aura lieu ce vendredi. Tu trouveras ton invitation jointe à cette lettre. Nous serions très heureux si tu acceptais notre invitation et espérons te revoir bientôt ! Si tu te decides à venir, retrouve-nous directement à 6h à l'Orangerie du jardin du Luxembourg. Nous y ferons une photo de groupe avant de remonter à l'hôtel Camoëns (situé à env. 500m), via la rue Férou.

Le Secrétaire,

Leon Valade

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25

UN NUMERO : 125 CENTIMES

Pour les ANNONCES, s'adresser : 1° à M. DUPONT, 7, rue Cou-
 Héron; 2° à MM. FAUCHY-LAFFITE-SULLIER et C^e, 8, place
 de la Bourse, et au Bureau du Journal

PARIS, 4 SEPTEMBRE 1871.

Laissons-là ces excentricités individuelles et persistons à espérer que la journée se passera sans surprises.

Sept des membres de la Commune

Nous n'avons pas accueilli, on le sait, sans quelques réserves la résolution par laquelle l'Assemblée décidait un peu brus-

La présidence du conseil des ministres

Malgré son talent, son passé et sa haute honnabilité, M. Dufaure n'est pas populaire; il est encore moins sympathique à l'Assemblée. A Paris, on le rend responsable de l'insouciance dédaigneuse, souvent accompagnée des formes les plus blessantes, que les juges de paix et les magistrats ont en général apportée dans le règlement des différends sans nombre suscités par la question des loyers. En province, on lui reproche des maintiens, des nominations, des destitutions où la préférence personnelle joue un trop grand rôle. A la Chambre, on a sur le cœur à

Pour notre part, nous devons le dire, il nous est difficile d'y apercevoir autre chose qu'un germe de difficultés, dont l'inconvénient n'est compensé par aucun avantage appréciable. M. Thiers, président de la République, ne peut, dans notre opinion, que perdre à rester « président du conseil des ministres. »

Ce détail paraît trancher la question de savoir où le président de la République compte passer la première partie

Il résulterait donc de cette jurisprudence que l'on est plus coupable pour avoir été l'agent inoffensif de ce gouvernement insurrectionnel que pour en avoir été l'un des membres actifs; c'est une conséquence que repoussent également la logique et la morale.

Une confidence politique de M. de Bismarck

Les correspondants anglais affectionnent les conversations avec M. de Bismark, et M. de Bismark ne déteste pas les conversations avec les correspondants anglais. Les premiers en tirent l'avantage d'une primeur à servir à leur public; le second y trouve l'occasion de faire répéter ce qu'il lui convient de répandre.

Tout ce qui ressort de ces indiscretions calculées n'est pas, tant s'en faut, parole d'Evangile. Néanmoins, il y a presque toujours quelque chose à en tirer. Aussi,

UN NUMÉRO : 20 CENTS

L'Administration se réserve le droit de modifier la rédaction des Annonces

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

« La France va rechercher sa alliance à tout prix, et, en effet, il y a 50 pour cent à parier que l'accord se fera entre elles; il est peut-être tout près à se faire. A Londres, les grands-ducs ont parlé vaguement, mais d'un ton éternel, de périls qui menacent l'Europe... Oui, reprit le chancelier, j'y suis. Mais une fois sur le trône, les princes héritiers changent bien souvent d'écœ; quant aux grands-ducs, ce qu'ils ont pu dire n'a pas d'autre importance. »

La capitale de l'Irlande vient d'être le théâtre d'une nouvelle émeute beaucoup plus grave et plus sanglante que celle du mois dernier. Voici en quels termes le télégraphe nous en apporte la première nouvelle :

Dublin, 4 septembre.

Un grand meeting de l'association pour l'amnistie des fous a été tenu hier à Phoenix Park à Dub In, sous la présidence de M. Smith, membre du Parlement. La police est restée invisible, mais la foule, en retournant à Dublin, ayant attaqué une patrouille de police, il y a eu un combat furieux.

Cinquante policiers ont été blessés. Un grand nombre de prisonniers a été fait parmi ceux qui ont pris part au désordre. Un cabaret, dans Queen Street, a été dévasté.

L'IMPÔT MOBILIER A PARIS

Une répartition nouvelle et absolument arbitraire de l'impôt mobilier vient d'éclater sur la tête des locataires parisiens, au moment où le paiement des loyers est déjà une si grosse question pour eux. Des plaintes se font jour de toutes parts, mais fidèle au système de muette autorité qu'elle paraît avoir adopté, l'administration municipale maintient ses exigences avec une dureté inusitée.

Cette question, qui touche tout le monde et que tout le monde doit s'unir pour faire résoudre dans le sens de la légalité et de l'équité, vient d'être traitée à fond par M. Albert Huet, dans une brochure qui est une véritable consultation.

Le *Soir*, à son tour, résume le travail de M. Huet dans un article dont nos lecteurs nous sauront gré de mettre sous leurs yeux les principaux passages :

Samedi 28 octobre 1871

DEPARTEMENTS
Trois mois 12 fr.
Six mois 22 fr.
Un an 40 fr.
ABONNÉS, R. PLACE DE LA BOURSE, ET 7, RUE COCHIN
Paris..... 15 c. le Numéro.
Province... 20 c. le Numéro.

Adressez tout ce qui concerne la rédaction
à M. J. COHEN, rédacteur en chef.
Les Manuscrits déposés ne sont pas rendus.

LA PRESSE

37^e ANNÉE

Samedi 28 octobre 1871

Trois mois 12 fr.
Six mois 22 fr.
Un an 40 fr.
BUREAU D'ABONNEMENT, 123, RUE MONTMARTRE
Paris..... 15 c. le Numéro.
Province... 20 c. le Numéro.

Adressez tout ce qui concerne l'Administration
à M. HALBONN, directeur-gérant.
L'Administration se réserve le droit de modifier
la rédaction des Annonces.

COURRIER POLITIQUE

Chronique des conseils généraux. — Les discours prononcés par les nouveaux présidents n'ont pas eu, en général, de caractère politique. On s'en est tenu à des remerciements, à des appels à la conciliation et à l'étude approfondie des intérêts locaux.

Cette réserve, digne d'éloges, n'a pas été toutefois inspirée par le scrupuleux respect de la loi. Sous l'Empire, les présidents étaient souvent d'avance, ils avaient le loisir de préparer leurs discours, et ne faisaient souvent que des manifestations politiques. Cette fois, les présidents sont nommés dans le cours de la session, et leurs discours improvisés n'en sont que meilleurs.

En revanche, les présidents n'ont pas été cru obligés de commenter la circulaire du ministre. Sous le prétexte de défendre la loi, ils l'ont assez impudiquement violée. En engageant les conseils généraux à s'abstenir de vœux politiques, ils en ont fait eux-mêmes, sans le vouloir.

Parmi les discours préfectoraux qui ont été et qui sont dangereux, en parlant d'affaires dans un langage très libéral et très conciliant, nous devons citer ceux des préfets du Nord, de Seine-et-Oise, d'Indre-et-Loire, de la Dordogne.

On pourrait signaler aussi, comme un exemple de bon goût, ceux qui ont eu le respect de la République un hommage très mérité, mais sans valeur dans la bouche de ses représentants officiels.

Les discours d'officiers et de constitutionnels les plus remarquables sont ceux de MM. Casimir Périer, Anet, de Peyramont, Magne, le général Allard, Bourbeau, de Laperrot, Jahan. Dans l'Alsace, la majorité radicale a exclu de la commission des finances un démocrate aussi libéral qu'éminent, M. Michel Chevalier.

Parmi les nouvelles nominations, nous devons signaler celles de MM. Depasse, député d'Oise-et-Nord, Henri Germain, député, Ain, Laborde, Arige, Duboy-Frenay, député, Mayenne, Gandinac, Vendée. Le général Chanzy, député, Ardennes, Martin Feuillée, Ile-et-Vilaine, Léon Clément, Indre, Daubouche-Pujol, député, Tarn, Général R. faulx, Loir-et-Cher, Boiss, président de chambre, Cher.

Ces divers candidats appartenant aux partis conservateurs-libéraux ou républicains modérés.

Trois élections nouvelles peuvent être attribuées au parti radical : M. Faye, dans la Lot-et-Garonne qui avait toujours été un département très conservateur, M. Rey, dans la Drôme qui n'a pas voulu de M. Crémieux.

Dans l'Ailier, M. de Courtais, nommé comme républicain modéré, a très énergiquement accusé ses sympathies presque radicales.

La Corse. — On ne connaît pas encore officiellement la nomination du président du conseil général de la Corse. Il paraît certain néanmoins que le prince Napoléon a spontanément renoncé à toute candidature et qu'il s'est même embarqué pour l'Italie.

De regrettables incidents se seraient pro-

Nous n'avons pas hésité à déclarer et à regretter une intervention gouvernementale que rien ne justifiait. Nous avons justement critiqué l'envoi de la flotte et le million de M. Ferry qui a été en prononçant et ne pas contre le représentant d'un gouvernement libéral.

Nous manquons à l'impartialité si nous ne critiquons pas aussi les imprudences de la minorité. Elle a eu tort de se heurter contre la loi en voulant imposer, avant tout, la nomination d'un président. Elle a eu tort d'attendre, pour formuler une protestation, d'ailleurs très motivée, l'échec ou l'insuccès de son candidat.

Les amis du prince auraient plus sagement agi en engageant à séjurer au conseil général, sans autre préoccupation que celle de son mandat et de son dévouement aux intérêts de la Corse.

Une révélation. — Le journal l'Ordre publie, sur la foi d'une feuille de province, une explication très intéressante de l'insuccès de M. Thiers à Versailles, du 20 octobre au 5 novembre 1870.

On n'a pas oublié qu'il s'agissait d'obtenir de la Presse un armistice, avec ou sans le ravaillement de Paris. L'éminent avocat voulait, dit-on, l'amnistie, même sans ravaillement, la convocation d'une Assemblée. Tel n'était pas l'avis de M. Thiers. Le 2 septembre, et notamment de MM. Trochu et Jules Favre.

Les négociations furent rompues. M. de Bismarck ne cacha pas à M. Thiers que la paix n'était pas possible avec la cession de l'Alsace et deux millions. Il prédit d'avance qu'elle ne se ferait qu'au prix de l'Alsace, de la Lorraine et de cinq millions.

La prédiction s'est réalisée. Grâce aux folles illusions du gouvernement de la défense nationale et à sa faiblesse vis-à-vis de l'ennemi du 31 octobre, nous avons dû nous imposer bien lentement, hélas ! de nouvelles et douloureuses sacrifices.

Si la révélation est exacte elle est étonnante pour le gouvernement du 4 septembre, qui a si bien su commettre toutes les fautes.

Les camps retranchés. — Une lettre de M. le président de la République au général Valazé, a annoncé la création d'un système de camps retranchés.

La ville de Rouen a été désignée pour l'un de ces camps, et dans la séance d'hier, le conseil général a voté à l'unanimité un premier crédit de quatre cent mille francs. Il a accueilli avec une satisfaction très vive la lettre présidentielle et les propositions du ministre de la guerre.

Le chef-lieu de la Seine-Inférieure est dans une complète jubilation ; le nom de M. Thiers y est entouré d'une grande popularité.

On annonce, par contre, que la ville du Havre est fort inquiète ; qu'elle se préoccupe beaucoup des résultats de cette nouvelle mesure toute favorable à son heureux rival.

On lit dans le Journal des Débats :

La commission de permanence s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. Grévy.

On s'attendait à ce que M. le ministre des finances viendrait dans le sein de la commission.

est vivement sollicité depuis quelques jours de mettre enfin à exécution la loi votée par l'Assemblée nationale, relativement à la dissolution des gardes nationales.

Des députés ont manifesté leur surprise de ce que le désarmement des gardes nationales ne soit pas encore terminé dans tous les départements.

Ce matin, on annonçait à Versailles que M. Lempereur était nommé président du conseil général de la Corse, et que le prince Napoléon avait quitté Ajaccio. Mais on n'avait pas encore reçu la confirmation officielle de cette nouvelle.

Nous recevons à la dernière heure la dépêche suivante :

Ajaccio, 27 octobre.

Le prince Napoléon a donné sa démission de conseiller avant la validation de ses pouvoirs.

Sur la proposition de M. Gavini, déposée le 25, M. Lempereur a proposé l'ordre du jour qui a été adopté par 30 voix contre 25. Ce ordre du jour motivé déclare la protestation contraire à la vérité et insultante pour le conseil.

La tranquillité n'a pas été troublée.

Il est absolument exact que M. Thiers ait manifesté le dessein de soumettre, à l'Assemblée nationale, un projet de loi, bannissant la famille impériale.

LES INSTITUTIONS DE LA LIBERTÉ

Le journal l'Ordre nous répond en ces termes :

À la Presse nous posons une question à laquelle il n'y a pas de réponse possible : Comment voulez-vous qu'une Constitution puisse régir une chose sans savoir à quel régime elle doit être adaptée ? Comment peut-on concevoir une Constitution qui servirait indistinctement à une république ou à une monarchie ? Il faut d'abord que le pays dise : Voilà la forme de gouvernement que je veux ; ou, voilà le régime que je veux pour régir la France, la Chambre interviendra pour régler le fonctionnement de la république ou pour stipuler des garanties vis-à-vis de la dynastie instituée par le peuple. Ainsi la loi la logique, et nous ne croyons pas que ce système puisse être attaqué par les parlementaires les plus susceptibles.

À ces questions auxquelles l'Ordre prétend qu'il n'y a pas de réponse possible, nous en ferons une très nette et qui précèdera encore plus les points qui séparent profondément nos doctrines de celles de M. Clément Duvernois.

Nous reprenons la doctrine plébiscitaire (telle que la conçoit M. Duvernois), parce que le plébiscite, ainsi appliqué, ne peut nous donner que la dictature d'un homme ou la dictature d'un parti.

Pourquoi ? Parce que le pouvoir issu de cet appel au peuple y puisera une telle force, une telle autorité, qu'il se croira toujours le droit absolu, monarche ou parti, de tout courber et au besoin de tout briser sous sa volonté souveraine.

que sont nés tous les despotismes qui ont étouffé la liberté et toutes les révolutions qui ont troublé l'ordre.

L'Empire autoritaire de 1852 avait fait des institutions libérales le couronnement de l'édifice, dont la base était dans l'autorité souveraine directement déléguée par le peuple au chef de l'Etat. C'est le contraire qui est la vérité. Les institutions doivent être la base de l'ordre social, et le gouvernement qui, dans la doctrine du nationalisme, ne peut être que le mandataire de la nation et le serviteur de la loi, doit sortir de l'ensemble des institutions pour en compléter l'édifice et en être le couronnement.

Mais comment rédiger une charte sans savoir à quel régime elle s'adaptera ? Comment concevoir une constitution également praticable sous une république et sous une monarchie ? Oui, la chose est possible, et c'est par là qu'il faut nécessairement commencer.

Il y a des principes essentiels qui sont, quel que soit le nom qu'un pays se constitue, les lois fondamentales de la liberté. Ces principes, dans un Etat monarchique, se résument en cette formule : le gouvernement du pays par le pays. République ou monarchie, il faut donner au droit national une telle puissance, de telles garanties qu'il puisse toujours contenir les abus du pouvoir et des excès des partis, et faire rentrer toutes les ambitions personnelles et toutes les agitations révolutionnaires sous la loi suprême de la souveraineté nationale.

Ces garanties, elles sont, à nos yeux, dans la pratique complète, sérieuse, loyale de ces grandes institutions parlementaires qui ont fait l'honneur et la sécurité de l'Angleterre, et qui sont tout à la fois le contre-poids du pouvoir, le frein des partis et la force de la liberté.

C'est l'organisation puissante de ces institutions, c'est la déclaration solennelle de ces principes, qui doit précéder, à notre avis, la forme du gouvernement et non la suivre. Qu'une grande Assemblée, expression incontestable de la volonté nationale, proclame quels sont les conditions vitales de la démocratie moderne et les principes essentiels constitutifs d'un gouvernement libre.

Quand elle aura défini ce qui est nécessaire pour éviter à l'avenir toutes les dictatures et garder au pays son inaliénable souveraineté, le peuple décidera à quelles mains sera confiée la mission de mettre en pratique les institutions de la liberté.

Si la France choisit un chef, si la monarchie lui apparaît encore comme un refuge contre les révolutions, ce n'est pas du moment qu'elle recouvrera les lois qui doivent la régir ; c'est au monarque qu'elle les imposera, au contraire, comme un pacte inviolable que le pays seul pourrait modifier.

Si elle préfère la république, elle la dominera par ces garanties libérales qui

voit ; tandis que la doctrine plébiscitaire place la forme du gouvernement au-dessus des institutions, c'est-à-dire le pouvoir au-dessus de la liberté.

N'est-ce pas ainsi qu'ont procédé tous les peuples libres et tous les grands réformateurs sociaux ?

Lorsque les barons d'Angleterre prirent Jacques II pour leur roi, ils lui présentèrent la grande Charte qu'ils avaient d'abord établie comme le palladium de leurs droits.

Lorsque les fondateurs de la démocratie française, les hommes de 89, eurent à constituer le gouvernement de la France dans les grands principes de la Révolution, ils firent précéder leur œuvre de cette mémorable déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui est le décalogue politique de la société moderne.

La servitude où nous sommes et souvent tombés, nous a appris à nous défier de ces maîtres qui se font acclamer comme des sauveurs et qui ne reçoivent, de l'acclamation populaire, leur droit souverain que pour en faire l'instrument de la dictature personnelle. L'anarchie ou nous ont entraînés les passions révolutionnaires, nous a appris à redouter ces favoris de la popularité, ces tyrans démocratiques qui se sont élevés au-dessus d'un parti pour l'asservissement et la proscription de tous les autres et qui ne règnent que par la terreur.

C'est par les institutions saines que nous conjurons désormais ces périls sociaux ; c'est en ayant moins de souci de la forme du gouvernement que de sa nature, que, donnant à notre pays les garanties de la liberté, nous lui en donnerons aussi l'amour, le dévouement et les moeurs austères.

LES SEPTEMBRISÉS
Pelletan.

Pelletan ! Eugène Pelletan ! Je viens d'écrire son nom. Il faisait donc partie du gouvernement de la défense nationale ? Il signifiât donc à l'Hôtel-de-Ville, le 4 septembre ?

Vous ne vous en souvenez peut-être plus et j'allais l'oublier moi-même.

Ne soiez pas. Rendez-lui plutôt justice. Pour moi, je lui suis gré de son silence, je m'incline devant son effacement et je suis touché de son repentir, qui semble dater de l'instant même de sa faute. C'est un cœur loyal.

Il prend le pouvoir, mais il ne l'exerce pas, et l'on pourrait dire que sa retraite coïncide avec son dévouement.

Il arrive et on ne le voit plus, on ne l'entend plus, il devient tout et il n'est plus rien. Il disparaît, on le cherche et on ne le trouve nulle part, comme s'il se tenait caché sous quelque buche de la République.

Il attend dix-huit ans sur sa montagne, et quand il entre dans Chanaan, c'est pour y creuser sa fosse ; c'est que Chanaan n'est plus la terre promise, mais la terre défendue, et que Pelletan est honnête.

Pelletan ne s'est pas montré médiocre ; il a été mal et c'est là son excuse, c'est là son mérite. Quand tout ce qui se fait est mal, c'est presque une gloire que de n'avoir rien fait. C'est un rôle sympathique et une attitude originale.

LA CRISE AUTRICHIENNE

Nous recevons une dépêche de Vienne datée d'hier soir, 25 octobre, d'après laquelle les journaux du soir annonçaient dans cette capitale que le comte de Hohenwart avait présenté le jour même, à l'empereur, sa démission et celle de ses collègues du cabinet catholique. Les journaux croyaient qu'elle serait acceptée.

Cette dépêche, qui laissait entendre le langage des feuilles viennoises, ne dit rien du résultat des entretiens que le délégué de la Bohême, mandé à Vienne, eut avec M. de Hohenwart. Serait-ce qu'il n'ont rien voulu céder au sujet de la reconnaissance préalable de la Constitution de 1867 que voulait leur

vement du ministre fédéraliste catholique, c'est que l'Autriche rassemble des troupes comme pour passer à des échauffourées de troubles et de guerre civile. Bien coupables seraient les hommes qui, au sein d'un empire austro-hongrois, déjà si ébranlé et si menacé !

Le Télégraph publie la dépêche suivante, qui lui est envoyée par son correspondant spécial :

Frankfort, le 25 octobre, sept heures quarante minutes.

Des avis de Vienne annoncent que les troupes en Croatie ont reçu l'ordre de se tenir prêts à marcher sur tous les points où des troubles viendraient à éclater.

On télégraphie de Bruxelles, 27 octobre :

L'indépendance belge a reçu de Vienne, en date du 26, le télégramme suivant :

« Les chefs belges ont refusé de reconnaître la Constitution. L'empereur, de son côté, refuse son approbation au serment contenant la reconnaissance du cabinet Hohenwart manifeste ténacité. »

On croit que le nouveau cabinet sera composé de fonctionnaires libéraux.

Il est aujourd'hui certain que M. Nigra ne reviendra pas en France comme ministre d'Italie.

LES SEPTEMBRISÉS
Pelletan.

Pelletan ! Eugène Pelletan ! Je viens d'écrire son nom. Il faisait donc partie du gouvernement de la défense nationale ? Il signifiât donc à l'Hôtel-de-Ville, le 4 septembre ?

Vous ne vous en souvenez peut-être plus et j'allais l'oublier moi-même.

Ne soiez pas. Rendez-lui plutôt justice. Pour moi, je lui suis gré de son silence, je m'incline devant son effacement et je suis touché de son repentir, qui semble dater de l'instant même de sa faute. C'est un cœur loyal.

Il prend le pouvoir, mais il ne l'exerce pas, et l'on pourrait dire que sa retraite coïncide avec son dévouement.

Il arrive et on ne le voit plus, on ne l'entend plus, il devient tout et il n'est plus rien. Il disparaît, on le cherche et on ne le trouve nulle part, comme s'il se tenait caché sous quelque buche de la République.

Il attend dix-huit ans sur sa montagne, et quand il entre dans Chanaan, c'est pour y creuser sa fosse ; c'est que Chanaan n'est plus la terre promise, mais la terre défendue, et que Pelletan est honnête.

Pelletan ne s'est pas montré médiocre ; il a été mal et c'est là son excuse, c'est là son mérite. Quand tout ce qui se fait est mal, c'est presque une gloire que de n'avoir rien fait. C'est un rôle sympathique et une attitude originale.

LA CRISE AUTRICHIENNE

Nous recevons une dépêche de Vienne datée d'hier soir, 25 octobre, d'après laquelle les journaux du soir annonçaient dans cette capitale que le comte de Hohenwart avait présenté le jour même, à l'empereur, sa démission et celle de ses collègues du cabinet catholique. Les journaux croyaient qu'elle serait acceptée.

Cette dépêche, qui laissait entendre le langage des feuilles viennoises, ne dit rien du résultat des entretiens que le délégué de la Bohême, mandé à Vienne, eut avec M. de Hohenwart. Serait-ce qu'il n'ont rien voulu céder au sujet de la reconnaissance préalable de la Constitution de 1867 que voulait leur

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Un an, 40 fr. — Six mois, 20 fr. — Trois mois, 10 fr.

Paris et Départements — Envoyer un mandat sur la poste — Affranchir

Les abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois

Joindre aux renouvellements et réclamations la dernière bande — Affranchir

ABONNEMENTS — ANNONCES

A Paris, quai Voltaire, n° 31

DIRECTION, RÉDACTION, A VERSAILLES

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

POUR LES RÉCLAMATIONS

S'adresser à l'Imprimeur-Gérant

CHANGEMENT D'ADRESSE

Pour éviter tout retard, chaque demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée et de 60 centimes en timbres-poste pour frais de réimpression.

AFFRANCHISSEMENT

Le Gérant a l'honneur de prévenir le public que les lettres non affranchies ou affranchies insuffisamment sont rigoureusement refusées.

On est prié d'adresser tout ce qui concerne la rédaction au directeur du Journal officiel, à Versailles, cour de Maroc.

Ce qui concerne l'administration et les abonnements doit être adressé à l'imprimeur-gérant, à Paris, 31, quai Voltaire.

PARTIE OFFICIELLE

Versailles, 19 octobre 1871

Le Président de la République française,

Considérant l'éminent service que M. Pouyer-Quertier, ministre des finances, vient de rendre à l'Etat, en conduisant avec succès, à Berlin, l'importante négociation financière qui

Le Président de la République française,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décrète,

Art. 1^{er}. Sont nommés :

Procureur général près la cour d'appel de Rouen, M. Izoard, procureur général près la cour d'appel de Nancy, en remplacement de M. Ingarde de Leffemberg, qui a été nommé procureur général à Paris ;

Procureur général près la cour d'appel de Nancy, M. Godelle, premier avocat général près la cour d'appel de Metz, en remplacement de M. Izoard, qui est nommé procureur général à Rouen.

Art. 2. Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 19 octobre 1871.

A. THIERS.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
J. DUFAURE

Le Président de la République française,
Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Décrète,

Art. 1^{er}. Sont nommés :

Président de chambre à la cour d'appel de Rouen, M. Godefroy, conseiller à la même cour, en remplacement de M. Letendre de

Procureur de la République près le tribunal de première instance de Rethel (Ardennes), M. Pierron, juge suppléant chargé de l'instruction au siège de Metz (Moselle), en remplacement de M. Serot, qui est nommé procureur de la République à Louviers ;

Conseiller à la cour d'appel de Nîmes, M. Boissier, président du tribunal de première instance d'Apt, en remplacement de M. Escalier de Ladevèze, admis à faire valoir ses droits à la retraite (Décret du 1^{er} mars 1852 et loi du 9 juin 1853) ;

Président du tribunal de première instance de Lille (Nord), M. Le Roy, vice-président du même siège, en remplacement de M. Dufresne, admis à faire valoir ses droits à la retraite (Décret du 1^{er} mars 1852 et loi du 9 juin 1853) et nommé président honoraire ;

Vice-président du tribunal de première instance de Lille (Nord), M. Parenty, juge d'instruction au même siège, en remplacement de M. Le Roy, qui est nommé président ;

Juge au tribunal de première instance de Lille (Nord), M. Gand, substitut du procureur de la République près le siège de Metz (Moselle), en remplacement de M. Parenty, qui est nommé vice-président ;

Président du tribunal de première instance de Calvi (Corse), M. Arrighi, ancien magistrat, en remplacement de M. Giamarchi, qui a été nommé conseiller ;

Juge au tribunal de première instance de Coutances (Manche), M. Dalmont (Oscar), avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Lehoult, décédé ;

Juge au tribunal de première instance de Valence (Drôme), M. Forcheron, juge de paix

Marine, Arthur Rimbaud

Les chars d'argent et de cuivre –
Les proues **d'**acier et d'argent –
Battent l'écume, –
Soulèvent les souches des ronces.
Les courants de la **l**ande,
Et les ornières immenses du reflux,
Filent circula**i**rement vers l'est,
Vers les piliers de **l**a forêt, –
Vers les **f**ûts de la jetée,
Dont l'angle est heurté par des tour**b**illons de lumière.

Contemplation, Émile Blémont

L'Azur mouillé, le vent l'essuie ;
Le vent qui vient du mont Ki-Chan,
Lava**n**t le ciel, puis le séchant,
Apporte et remporte la pluie.

Le soleil descend, radieux,
Sur la montagne occ**i**dentale,
Tandis qu'au sud la plaine étale
Ses cha**m**ps plus verts et plus joyeux.

J'arrive à la **d**emeure sainte ;
J'y reçois le touchant accueil
D'un bon vieux prêtre, sur le seuil
D'une mystérieuse enceinte.

Alors, lo**i**n de ce monde obscur,
Mon âme, montant vers les cimes,
Se retrempe aux sources sublimes
Que ne ride aucun souffle impur.

Unis da**n**s la même pensée,
Mon hôte et moi, nous épuisons
Les mots humains. Nous nous taisons,
La parole humaine épuisée.

L'oiseau cha**n**te, l'arbre est en fleurs,
L'air est plein de douceur divine.
Je sens, je comprends, je devine,
Tous le**s** rayons et tous les pleurs.

Le Constitutionnel, Ernest d'Hervilly

C'est bien entendu, Juste Lipse,
Viv**ant**,
Parbleu ! – dévorerait l'Éclipse
Souvent ;

Tout bon jeune homme, fût-il Osque,
C'est clair,
Sait choisir, joyeux, dans un kiosque
L'Écl**ai**r ;

Et, si c'était dans leur nature,
Les lois
S'adoucieraient à ta lecture,
Gaulois ;

Pour avoir le droit de vous lire,
Dé**b**ats,
Plusieurs vendraient, sombre délire,
Leurs bas !

Le Charivari qu'on **a**chète,
Véron,
Certes, eût fait rire en cachette,
Néron ;

Et tout le monde, même un faune
Velu,
Répond, satisfait du Nain Jaune :
« J'ai lu. »

Le Figaro séduit les anges,
Très fort !
L'enfant a besoin dans ses langes
Du Nor**d** ;

J'en connais qui pour ta Revue,
Buloz,
Commettrait bien une bévüe,
L'œil clos ;

Le Siècle même qu'on conspue
En vain,
Plait à la m**as**se, bien qu'il pue
Le vin ;

L'indépendance Belge charme
De loin
Trois **a**bonnés, dont un vieux carme
Sans soin ;

Dans la Lanterne il pleut sans cesse
De l'or ;
Chez Veillot, on court à confesse
Encor ;

À l'Artiste couleur de rose,
Parfois
On a vu réclamer, en prose,
Un mois ;

Le Pays, comme la **ga**letter,
Se vend ;
La Liberté, rude fillete,
Se prend.

Mais il est un journal, emplâtre
D'ennui,
Qui ne rend personne idolâtre
Pour lui ;

Non, ce papier trop **ridi**cule
N'a pas,
Pour la foule à flot qui circule
D'appas ;

Et c'est la gazette fatale,
Ohé !
Où Baudrillart vivant s'étale,
Cloué.

L'organe des bourgeois à panse,
Hautains,
Qu'un casque à mèche récompense.
Crétins !

L'aube à l'envers, Paul Verlaine

Le Point-du-Jour avec Paris au large,
Des chants, des tirs, les *f*emmes qu'on " rêvait ",
La Seine claire et la foule qui fait
Sur ce poème un *vague* essai de charge.

On danse aussi, car tout est dans la marge
Que fait le *f*leuve à ce livre parfait,
Et si parfois l'on tuait ou buv*ai*t,
Le fleuve est sourd et le vin est litharge.

Le Point-du-Jour, mais c'est l'Ouest de *P*aris !
Un calembour a *b*éni son histoire
D'affreux baisers et d'immondes paris.

En attendant que sonne l'heure noire
Où les *b*ateaux-omnibus et les trains
Ne *p*artent plus, tirez, tirs, fringuez, reins !